



SWEDD+Togo

Blitta gare accueille le lancement de la deuxième édition

Au nom du président du Conseil Faure Gnassingbé, le ministre, secrétaire général de la présidence du Conseil, Dr Sandra Ablamba Johnson, gouverneur de la Banque mondiale pour le Togo, a présidé le mardi 09 septembre 2026, à Blitta gare, dans ...



PAGE 4

EDUCATION



Rentrée scolaire 2026-2027

Les grandes innovations introduites

Face aux mutations technologiques globales et aux exigences du marché de l'emploi local, le système éducatif togolais s'offre des réformes stratégiques. L'année scolaire 2026-2027 met l'accent sur la professionnalisation précoce et le contrôle renforcé des établissements privés. Retour, dans ce dossier, sur les grandes innovations introduites pour cette rentrée scolaire.

PAGES 6&7

PRODUITS FNFI



Echos des bénéficiaires

Bakouman Achasman: elle a perdu son premier capital, pas son ambition

À 45 ans, Mme Bakouman Achasman est aujourd'hui restauratrice à Tchébébé et mère de trois enfants. Pourtant, rien ne laissait présager un chemin aussi mouvementé. ...

PAGE 2



Symposium mondial du nucléaire

Faire de l'énergie nucléaire un levier de souveraineté

► Faure Gnassingbé veut mettre les talents au cœur des ambitions

Le président du Conseil Faure Gnassingbé participe, depuis le mercredi 9 septembre 2026, aux travaux de la 51ème édition du Symposium mondial du nucléaire (WNS), à Londres au Royaume-Uni.

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Prix des carburants : nouvelle hausse au Togo à compter de ce vendredi

Les prix des produits pétroliers augmentent de nouveau au Togo. À compter du 11 septembre 2026, une nouvelle grille tarifaire entre en vigueur sur l'ensemble du territoire national, conformément à un arrêté interministériel signé par les autorités en charge de l'économie, des finances et de l'énergie. Le litre de super sans plomb sera désormais vendu à 817 FCFA, contre 725 FCFA depuis la dernière révision du 27 mai, soit une hausse de 92 FCFA. Le gasoil passe de 750 à 766 FCFA, tandis que le pétrole lampant évolue de 1 040 à 1 056 FCFA. Le mélange 2 temps connaît également une hausse significative, passant de 811 à 896 FCFA le litre, soit 85 FCFA supplémentaires. Cette nouvelle augmentation intervient quelques mois après la précédente. Le gouvernement l'explique par les fluctuations des cours mondiaux des produits pétroliers et s'appuie sur le mécanisme d'ajustement automatique des prix à la pompe. Cette évolution devrait directement affecter les dépenses de déplacement et pourrait également peser sur les coûts du transport et des marchandises.

PRÊT SCOLAIRE

DES ETUDES FINANCIÉES, UN AVENIR SÉCURISÉ

La Banque Autrement
<https://togo.coris.bank>

0% TAUX

1^{ER} JUILLET AU 31 OCTOBRE 2026

JUSQU'À 5 FOIS LE SALAIRE NET

SUR 12 MOIS

* Offre soumise à conditions

 SOMMAIRE	Décentralisation 16 milliards FCFA mobilisés en 2026 au profit des collectivités togolaises  P 5	Coopération policière internationale Les mécanismes et les résultats obtenus par la police togolaise  P 9	Horloges épigénétiques L'alcool accélère le vieillissement, entraînant un déclin physique rapide  P 10
--	---	---	---

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Bakouman Achasman : elle a perdu son premier capital, pas son ambition

À 45 ans, Mme Bakouman Achasman est aujourd'hui restauratrice à Tchébébé et mère de trois enfants. Pourtant, rien ne laissait présager un chemin aussi mouvementé. Après avoir quitté l'école en classe de 4e, elle s'est formée à la cuisine avec l'idée de créer son propre établissement. Faut de moyens, elle a dû repousser ce projet et partir travailler à Lomé comme aide à domicile. L'épargne constituée au prix de plusieurs mois d'efforts disparaîtra lorsque la maladie de son père l'obligera à consacrer toutes ses économies à ses soins. Elle aurait pu s'arrêter là. Elle choisit plutôt de recommencer, d'abord avec la vente de bouillie, puis avec l'appui du FNFI, jusqu'à accéder à des financements de plusieurs millions de francs CFA. Son histoire est aussi celle d'une femme qui, aujourd'hui, encourage à son tour d'autres femmes de Tchébébé à saisir les possibilités offertes par l'inclusion financière.

Née à Tchébébé et ayant grandi à Kara, Mme Bakouman Achasman a connu une scolarité qui s'est arrêtée en classe de 4e. Ses parents avaient pourtant consenti des efforts pour lui permettre de poursuivre ses études. Elle choisit finalement une autre voie et s'inscrit dans un centre de formation situé non loin

de l'ancien marché de Kara pour apprendre la cuisine. À l'issue de la formation, son souhait est déjà clair : ouvrir un restaurant et vivre de son savoir-faire. « Je voulais apprendre quelque chose qui me permette un jour de travailler pour moi-même », se souvient-elle. Le projet se heurte cependant à une difficulté très concrète, celle du financement. Son père étant désormais à la retraite après une carrière dans la fonction publique, la famille ne dispose plus des mêmes possibilités pour l'accompagner. Il lui faut alors trouver elle-même les moyens de réaliser son projet.

C'est ainsi qu'elle part pour Lomé et travaille comme aide à domicile dans les tâches ménagères. Elle ne considère pas ce travail comme une destination, mais comme un moyen de réunir un premier capital. Elle travaille, met de côté ce qu'elle peut et garde en tête son projet de restauration. « Mon objectif était d'économiser suffisamment pour revenir et commencer quelque chose », explique-t-elle. Puis survient un événement qui bouleverse ses calculs. Son père tombe gravement malade et toutes les économies qu'elle avait péniblement constituées sont consacrées à ses soins. Le capital disparaît, mais pas l'envie d'entreprendre. De retour dans une situation financière difficile, elle

cherche un autre moyen de gagner sa vie et commence à vendre de la bouillie le matin, de porte en porte. « J'avais tout perdu, mais je savais qu'il fallait recommencer », raconte-t-elle.

La rencontre avec le FNFI
C'est dans cette période, en 2014, que Mme Bakouman entend parler du FNFI. Elle se renseigne et décide de

des moyens aussi limités », souligne-t-elle. Le commerce prend de l'ampleur et lui permet de retrouver une certaine stabilité. Dans son esprit, l'idée de revenir un jour à la restauration n'a toutefois jamais complètement disparu. « La cuisine était toujours dans ma tête. Je savais que je pouvais y revenir, mais il fallait d'abord avoir les moyens », explique-

choisit d'abord de consolider ce qu'elle maîtrise déjà. La vente de peau de bœuf reste au cœur de son activité, tandis que d'autres produits viennent compléter son offre. « Il fallait d'abord renforcer ce que j'avais déjà avant de penser à aller plus loin », estime-t-elle. Son ambition de restauratrice demeure néanmoins présente, comme un projet qu'elle souhaite concrétiser au moment opportun.

Aujourd'hui, Mme Bakouman exerce comme restauratrice à Tchébébé. Son chemin jusqu'à la restauration aura été marqué par plusieurs métiers, un départ à Lomé, la perte brutale d'un capital et plusieurs recommencements. Elle ne regarde pourtant pas ces années comme des détours inutiles. Elles lui ont appris à travailler avec les moyens disponibles, à épargner, à investir avec prudence et surtout à ne pas confondre un revers avec une fin. « J'ai compris qu'on peut perdre de l'argent, perdre une occasion, même devoir recommencer à zéro. Mais tant qu'on garde le courage de chercher une solution, on peut repartir », confie-t-elle. Sa plus grande satisfaction aujourd'hui reste aussi de voir plusieurs femmes de Tchébébé qu'elle a conseillées devenir, à leur tour, bénéficiaires du FNFI.



Bakouman Achasman

tenter sa chance. Elle accède aux premiers produits de financement, notamment à l'APSEF (Accès des Pauvres aux Services Financiers), et se lance dans la vente de peau de bœuf, communément appelée akpaman. Avec les moyens dont elle dispose désormais, elle peut mieux organiser ses achats et faire tourner son commerce. Elle ajoute ensuite la vente d'eau glacée en sachet. « Le financement m'a permis de ne plus travailler avec

t-elle. Au terme des cycles des produits de première génération, une nouvelle possibilité s'offre à elle avec N'Kodédé. Mme Bakouman obtient un financement de 3 millions de FCFA au premier cycle, puis 3,5 millions de FCFA au second. Les montants changent la dimension de ses affaires et renforcent sa capacité d'investissement. Mais plutôt que de se précipiter vers un nouveau projet, elle

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel





	Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC Edité par DIRECT MEDIA RCCM N° TG_LOM 2015 B 1045 BP : 30117 Lomé - Togo Tél : (+228) 97 87 12 42 Facebook: togomatin E-mail : atogomatin@gmail.com Site web: www.togomatin.tg Tw: @togomatin1 Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper	Directeur de publication : Motchosso Kodolakina Secrétaire de rédaction : Edy Alley Responsable web: Carlos Amevor Comité de rédaction: Françoise Dasilva	Alexandre Wémima Edem Dadzie Caleb Akponou Affo-Djèlè Alarba Responsable administrative, financière et commerciale: Amah Essognim	Graphiste: Eros Dagoudi Imprimerie: Direct Print Distribution : Togomatin Tirage : (2000 exemplaires)
---	--	---	--	--

Faure Gnassingbé au WNS

Faire de l'énergie nucléaire un levier de souveraineté

Le président du Conseil Faure Gnassingbé participe, depuis le mercredi 9 septembre 2026, aux travaux de la 51ème édition du Symposium mondial du nucléaire (WNS), à Londres au Royaume-Uni.

Organisé autour du thème : « De l'ambition à l'action », ce rendez-vous international consacré à la filière nucléaire réunit des

permettant de passer des discours politiques aux réalisations concrètes, en vue de mieux maîtriser la chaîne de valeur nucléaire et sécuriser les mécanismes innovants de financement indispensables à la viabilité et à la rentabilité des projets de développement nucléaire.

Le président du Conseil entend renouveler

sur l'innovation en matière nucléaire en Afrique (NEISA), en vue de faire de l'énergie nucléaire un levier de souveraineté et de développement économique.

Le Togo a pris une part active au NEISA 2026, tenu à Kigali au Rwanda, où le président du Conseil Faure Gnassingbé a plaidé pour une coopération africaine renforcée dans le domaine



Faure Gnassingbé lors d'une réunion (Image d'archives)/Crédit photo : Présidence du Conseil

dirigeants politiques, des experts du secteur, des innovateurs, ainsi que des investisseurs et opérateurs économiques. Cette édition intervient dans un contexte marqué par la volonté des leaders mondiaux d'accélérer la dynamique nucléaire, avec pour ambition de tripler les capacités nucléaires mondiales à l'horizon 2050, conformément aux engagements pris au niveau international.

Maîtriser la chaîne de valeur nucléaire

Le symposium sera marqué par un sommet sur la finance nucléaire, des expositions et des rencontres B2B. Les dirigeants mondiaux examineront à cet effet, les mécanismes

l'engagement du Togo, approfondir les échanges avec les principaux acteurs de la filière et nouer des partenariats susceptibles d'accompagner les ambitions nationales en matière d'énergie. Cette démarche s'inscrit dans une vision de diversifier les sources énergétiques et d'améliorer sensiblement l'accès des populations à une énergie fiable, abordable et durable sur l'ensemble du territoire.

Membre du Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), le Togo entend également contribuer pleinement aux dynamiques africaines dans le cadre du Sommet

du nucléaire civil. Dans cette dynamique, Lomé accueillera du 1er au 3 juin 2027, la troisième édition du NEISA, une rencontre africaine de haut niveau consacrée à l'innovation et aux perspectives de l'énergie nucléaire en Afrique.

Pour information, le WSN est une plateforme de référence des pays ayant officiellement inscrit l'énergie nucléaire dans leur mix énergétique ainsi que ceux qui manifestent un intérêt pour son développement. Il offre l'occasion à ces États de renforcer leur coopération et de nouer des partenariats public-privé autour de l'avenir de l'énergie nucléaire.

Edem Dadzie

Nucléaire

Faure Gnassingbé veut mettre les talents au cœur des ambitions

Cette semaine, Londres rassemble industriels, financiers et décideurs autour du nouveau cycle nucléaire. Le président du Conseil togolais Faure Gnassingbé est présent à cette rencontre importante.



Faure Gnassingbé au NEISA 2026 (Image d'archives trouvée en ligne)

Certains se demandent ce qui conduit le dirigeant togolais à une telle rencontre... Eh bien, une partie du nucléaire des trente prochaines années (Technologies, milliards, standards, combustible, compétences) se structure maintenant. La stratégie du Togo est d'entrer tôt dans ces conversations pour que l'Afrique puisse choisir son futur plutôt que recevoir celui décidé ailleurs. L'Afrique extrait une partie des ressources qui alimentent le nucléaire mondial. Mais le vrai cash, les technologies, les compétences et l'électricité se fabriquent souvent ailleurs. De Kigali à Londres, Faure Gnassingbé introduit une autre réflexion : davantage transformer, apprendre, produire et garder de la valeur sur le continent.

Extraire la matière première pour ensuite importer technologie, combustible, compétences et valeur, c'est précisément le vieux logiciel dont l'Afrique doit sortir. La ligne portée par le président du Conseil est claire : un nucléaire africain doit aussi créer des cerveaux, des entreprises, des emplois

et de la valeur en Afrique.

Avant le béton, il faut les cerveaux, les règles, la sûreté, les institutions et les financements. C'est justement le chemin engagé par le Togo : construire d'abord ce qui permettra un jour de choisir, négocier et maîtriser ses options nucléaires.

« Le béton, tout le monde peut en couler. La confiance ? Ça prend un peu plus de temps ». C'est la conviction ferme du chef du gouvernement togolais. Dans le nucléaire, investisseurs et partenaires regardent les règles, la sûreté, les compétences et la stabilité avant de regarder les mégawatts. C'est précisément le jeu institutionnel dans lequel le Togo monte progressivement en puissance.

Prochaine station : Lomé, en juin 2027. L'enjeu de NEISA sera beaucoup moins de parler du futur que de commencer à transformer les ambitions africaines en projets, compétences et financements. À Lomé en 2027, Faure Gnassingbé veut donc mettre les talents au cœur des ambitions.

TM

SWEDD+Togo

Blitta gare accueille le lancement de la deuxième édition

Au nom président du Conseil Faure Gnassingbé, le ministre, secrétaire général de la présidence du Conseil, Dr Sandra Ablamba Johnson, gouverneur de la Banque mondiale pour le Togo, a présidé le mardi 09 septembre 2026, à Blitta gare, dans la Commune Blitta 1, une cérémonie de lancement officiel de la deuxième édition de la campagne nationale de distribution de kits scolaires au profit des élèves filles du primaire ainsi que des collèves et lycées publics provenant des localités les plus vulnérables du Togo.

Cette cérémonie s'est déroulée en présence du ministre de l'Éducation nationale, Mama Omorou, de la ministre des Solidarités, du Genre, de la Famille et de la Protection de l'enfance, Martine Moni Sankaredja-Sinandja, du ministre délégué chargé de la Jeunesse et des Sports, Abdul Fahd Fofana, ainsi que de l'honorable Aklesso Atcholi, député à l'Assemblée nationale.

Le Groupe de la Banque mondiale a été représenté par la directrice de la division de la Banque mondiale pour le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Guinée et le Togo, Marie-Chantal Uwanyiligira. Cette initiative d'envergure nationale s'inscrit dans le cadre du Projet d'autonomisation des femmes et du dividende démographique en Afrique subsaharienne plus (SWEDD+Togo) avec l'appui financier de la Banque mondiale et l'appui technique du Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA). Le SWEDD+ vise à soutenir plus d'un million de filles et de femmes togolaises avec un accent particulier sur leur autonomisation économique, le maintien des filles à l'école et l'accès aux services de santé reproductive.

Ainsi, après une première édition en 2025 marquée par la distribution de kits scolaires à 101334 élèves filles des établissements publics de 782 localités sur toute l'étendue du territoire national, cette deuxième édition, comptant pour la rentrée scolaire 2026-2027, donne le coup d'envoi de la campagne de distribution de plus de 150 000 kits scolaires dans 1 500 localités du pays sélectionnées sur la base

des critères de vulnérabilités multidimensionnelles.

Dans le cadre de cette campagne, une attention particulière a également été accordée à l'excellence scolaire des filles. Ainsi, les meilleures filles au CEPD, au BEPC et au BAC 1 dans les cantons bénéficiaires ont été distinguées. Outre les kits scolaires, ces jeunes filles bénéficient de sacs équipés de panneaux solaires et d'une lampe d'éclairage, fabriqués au Togo. Ces actions sont en phase avec la politique de l'éducation pour tous prônée par le président du Conseil et son engagement en faveur de l'investissement dans l'éducation des filles et de l'autonomisation sociale et économique des femmes au Togo.

Durant la cérémonie, Mama Omorou s'est félicité de cette initiative, qu'il inscrit dans le cadre du premier axe stratégique du secteur de l'éducation, consacré à l'équité d'accès à l'éducation et à la formation. À cette occasion, il a exprimé, au nom de toute la communauté éducative, sa profonde gratitude au président du Conseil pour son engagement en faveur du développement du capital humain et de l'éducation de la jeunesse.

« Je voudrais exprimer au nom de toute la communauté éducative notre profonde gratitude au président du Conseil pour avoir fait du développement du capital humain et de l'éducation de la jeunesse et de la protection des plus vulnérables le socle de sa vision pour le Togo, car un enfant inscrit doit pouvoir apprendre. Une fille qui apprend doit pouvoir progresser. Et une fille qui progresse doit pouvoir réussir. C'est pourquoi cette action de solidarité s'accompagne d'une exigence de qualité », a-t-il déclaré.

Marie-Chantal Uwanyiligira a pour sa part salué l'engagement du Togo en faveur d'une éducation inclusive et équitable. Elle a réitéré la volonté de son institution à poursuivre et à renforcer son accompagnement dans la mise en œuvre de la politique de promotion de l'éducation de la jeune fille du Togo. « Je voudrais féliciter le gouvernement pour avoir fait de l'éducation de la jeune fille une priorité. C'est une décision

très sage. Je vous garantis que le groupe de la Banque mondiale sera à vos côtés au cours de ce processus », a-t-elle précisé.



Photo de Dr Sandra Ablamba Johnson (au milieu) et de certaines bénéficiaires (Crédit photo : Présidence du Conseil)

Sandra Ablamba Johnson a, dans un premier temps, exprimé sa profonde gratitude au président du Conseil pour sa vision et son engagement constant en faveur d'une éducation conçue comme un véritable levier de transformation sociale, d'égalité des chances et de développement durable du pays.

« Lorsqu'un pays garantit à ses filles les mêmes possibilités



Photo de famille des officiels et de certaines bénéficiaires (Crédit photo : Présidence du Conseil)

d'apprendre, de réussir et de s'épanouir, c'est le pays tout entier qui renforce son capital humain. C'est pourquoi nous saluons avec force et détermination les différentes initiatives engagées par le président du Conseil, Son Excellence monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, pour améliorer l'accès à une éducation de qualité, inclusive et équitable, avec une attention particulière portée aux jeunes filles et aux enfants issus des familles

vulnérables », a-t-elle dit.

Elle a rappelé les différentes mesures sociales et les réformes majeures mises

en œuvre dans le cadre de la Feuille de route gouvernementale 2020-2025 qui ont permis de concrétiser plusieurs engagements du président du Conseil dans le secteur de l'éducation notamment la gratuité des frais de scolarité au niveau de l'enseignement primaire et secondaire public, la gratuité des frais d'inscription aux examens scolaires, le programme de cantines scolaires, l'assurance

maladie des élèves (School AMU) et la construction des infrastructures pour améliorer les capacités d'accueil scolaire.

Ceci a contribué à réduire significativement les disparités en matière d'accès à l'éducation de base entre les filles et les garçons : au niveau primaire, le taux net de scolarisation des filles (98,54%) est supérieur à celui des garçons (97,07%) ; il en est de même du

taux d'achèvement où la proportion des filles (90,48%) est supérieure à celle des garçons (87,19%).

Tout en exprimant sa reconnaissance à l'ensemble des partenaires techniques et financiers qui accompagnent le Togo dans ses efforts visant à bâtir une société plus inclusive, plus équitable et plus résiliente, Dr Sandra Ablamba Johnson a réaffirmé la détermination du gouvernement à consolider les acquis enregistrés et à poursuivre les efforts engagés afin de faire de l'égalité des chances une réalité pour toutes les jeunes filles, en particulier celles issues des familles les plus vulnérables.

Elle a invité les bénéficiaires à considérer ces kits scolaires non pas comme de simples fournitures, mais comme un véritable message de confiance et d'encouragement de la Nation. Elle les a exhortées à poursuivre leur parcours scolaire avec courage, discipline, persévérance et détermination. Pour rappel, le projet SWEDD+ a été approuvé par le Conseil d'administration de la Banque mondiale le 29 septembre 2023, pour un montant total de 62,5 millions de dollars US, soit environ 37,5 milliards de FCFA.

Plusieurs autres initiatives sont en cours dans le cadre dudit projet à savoir : la délivrance des actes de naissance aux filles et femmes ne disposant pas de documents d'état civil, la dotation en échographes modernes et la mise à disposition de cliniques mobiles au profit des formations sanitaires, la fourniture de matériels et équipements agricoles aux groupements agricoles féminins, la mise en œuvre de l'école de la chance, un programme de formation professionnelle gratuite de courte durée dans des métiers pratiques tels que la couture, la coiffure, l'esthétique, la broderie, etc., qui vise à autonomiser les jeunes filles vulnérables ou non scolarisées et faciliter leur insertion, ainsi que l'aménagement et l'équipement des maisons de la femme, comme espace d'entrepreneuriat, d'écoute et d'accompagnement des femmes et des filles pour le respect de leurs droits.

La rédaction

Décentralisation

16 milliards FCFA mobilisés en 2026 au profit des collectivités togolaises

L'État togolais et ses partenaires techniques et financiers ont mobilisé 16 milliards FCFA en 2026 en faveur des collectivités territoriales, contre 12 milliards l'année précédente, à travers le Fonds d'appui aux collectivités territoriales (FACT). Cette progression figure dans le Rapport de mise en œuvre des réformes au premier semestre 2026, publié par le Secrétariat permanent pour le suivi des politiques de réformes et des programmes financiers (SP-PRPF).

Mise à disposition des collectivités dès avril 2026, cette enveloppe a été répartie entre les deux échelons de la décentralisation : 5,5 milliards FCFA sont revenus aux conseils régionaux, tandis que les communes se sont partagé les 10,5 milliards restants. Porté par l'État avec le

soutien de partenaires internationaux parmi lesquels l'Allemagne, la France et l'Union européenne, le FACT s'impose comme l'un



des leviers financiers majeurs du développement local au Togo. Il donne aux collectivités les moyens de renforcer leur capacité d'action et de répondre à des besoins essentiels : accès à l'eau, assainissement, éducation ou encore aménagement urbain.

Le soutien de l'État ne se limite cependant pas au financement. Il s'étend également à l'accompagnement méthodologique des

territoires dans leur planification. Au cours du premier semestre 2026, 7 des 14 communes actuellement engagées dans l'élaboration de leur Plan de développement communal (PDC) ont ainsi bénéficié d'un appui technique. Grâce à cette avancée,

88 des 117 communes que compte le pays disposent désormais d'un PDC, soit environ 3 communes sur 4. Un taux qui traduit une couverture de plus en plus large des territoires en outils de planification stratégique.

Près de 42 milliards FCFA mobilisés depuis 2020

Cette dynamique de financement ne date pas d'hier. Depuis 2020, le gouvernement togolais a mobilisé, par le biais du Fact, près de 42 milliards FCFA au bénéfice des collectivités territoriales. Un montant qui témoigne de la constance de l'effort engagé en faveur de la décentralisation. Reste désormais à mesurer les effets concrets de cet investissement sur le quotidien des populations. C'est tout l'enjeu d'une étude

d'impact actuellement menée dans les 5 régions administratives du pays, dont les conclusions sont attendues pour le 15 septembre 2026. Cette évaluation vise notamment à déterminer dans quelle mesure les financements du Fact ont amélioré les conditions de vie des populations, mais aussi à apprécier la capacité des collectivités bénéficiaires à répondre durablement aux besoins de leurs territoires. Au-delà des chiffres, ce bilan semestriel illustre la volonté des autorités togolaises de consolider un modèle de développement territorial fondé sur la proximité, la planification et un partenariat financier assumé avec la communauté internationale.

Edy Alley

CCI-Togo

Les commerçants de pagnes exposent leurs difficultés au président José Kwassi Symenouh

Une délégation de l'Association de protection du commerce de pagnes HiTarget et pagnes similaires (APCPHPS) a été reçue ce lundi par le président de la Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCI-Togo), Dr José Kwassi Symenouh. Conduite par sa présidente Exécutive, Annie Dansou, et l'Honorable Sabine Gruner, présidente d'Honneur, la rencontre a permis de passer en revue les principales difficultés qui pèsent sur ce secteur du commerce.



Le président de la CCI-Togo parmi la délégation de l'APCPHPS

La concurrence déloyale a occupé une place centrale dans les échanges. Les représentants de l'association ont plaidé pour une régulation plus stricte du marché, afin de garantir des conditions d'exercice équitables entre les différents opérateurs. Le dialogue avec l'Office

Togolais des Recettes (OTR) a constitué un second axe de discussion. Les commerçants ont fait état de tensions autour des contrôles fiscaux et ont souhaité voir se renforcer les échanges entre l'administration et le secteur, dans le but de mieux concilier les

exigences fiscales avec les réalités du terrain.

Autre sujet évoqué : le futur Grand marché de Lomé. L'APCPHPS attend des clarifications sur la manière dont les espaces commerciaux seront répartis et sur les modalités d'installation prévues pour les différents acteurs, en insistant pour que les grossistes et importateurs ne soient pas relégués au second plan dans ce chantier.

En réponse, la CCI-Togo a fait savoir qu'elle organiserait prochainement des forums sectoriels, conçus comme des espaces d'échange où les acteurs pourront dresser un bilan de la situation et rechercher collectivement des solutions. Le président de l'institution s'est par ailleurs engagé à relayer ces préoccupations auprès des autorités compétentes. L'entretien a aussi été

l'occasion pour la CCI-Togo de présenter aux membres de la délégation les réformes en cours et les projets destinés à mieux accompagner les opérateurs économiques



du pays, notamment des initiatives qui ont suscité l'intérêt de l'association. Fondée il y a une douzaine d'années, l'APCPHPS fédère aujourd'hui 141 membres actifs, en majorité des grossistes et grandes importatrices basées au Grand marché de Lomé. Elle œuvre à la défense de leurs intérêts, notamment face à la contrefaçon et aux imitations textiles,

tout en les épaulant sur les volets liés à l'importation, à la fiscalité et à la réglementation. Elle s'investit également dans la protection de la propriété intellectuelle, en particulier

pour la sauvegarde des marques et des motifs commerciaux.

Cette rencontre marque ainsi le point de départ d'un dialogue plus structuré entre la CCI-Togo et les professionnels du pagne, autour des conditions d'exercice de leur activité et des perspectives d'avenir de ce secteur au Togo.

E. A

Mobile money au Togo

Le coût des retraits questionne la promesse de l'inclusion financière

La main d'Eméfa se pose machinalement sur le nœud de tissu serré autour de sa taille. C'est là que cette commerçante de fruits de Danyi Elavanyo, à plus de 300 kilomètres de Lomé, conserve ses recettes. Elle possède pourtant un compte mobile money. Mais, pour elle, rien ne remplace encore totalement cette bourse-ceinture, qui ne prélève aucune commission.

Un jour de marché, un client lui propose de régler son achat par mobile money, faute de monnaie. Elle refuse. « Non, je ne veux pas ; pour que celui qui n'a pas souffert profite

de mes efforts lors du retrait ? Laisse-moi aller chercher la monnaie », répond-elle. Derrière cette réaction se cache un calcul simple : lorsque les revenus sont faibles, chaque frais

compte. En 2025, le taux de pénétration du mobile money au Togo atteignait 52,5 %. Mais l'usage de ces

Suite à la page 11

Rentrée scolaire 2026-2027

Les grandes innovations introduites

Face aux mutations technologiques globales et aux exigences du marché de l'emploi local, le système éducatif togolais s'offre des réformes stratégiques. L'année scolaire 2026-2027 met l'accent sur la professionnalisation précoce et le contrôle renforcé des établissements privés. Retour, dans ce dossier, sur les grandes innovations introduites pour cette rentrée scolaire.

Pour rester connectée aux réalités d'un monde en pleine mutation, l'école doit réformer ses pratiques et transmettre les compétences d'aujourd'hui. Au Togo comme ailleurs, nul n'a besoin de démontrer l'importance des réformes dans le système éducatif. Elles visent à réduire les inégalités d'accès à l'apprentissage entre les groupes sociaux, les genres ou les régions. Mieux, à favoriser l'insertion professionnelle par le rapprochement de l'école des réalités du travail.

Pour relever les défis susmentionnés, moderniser les méthodes pédagogiques devient une nécessité pour stimuler la curiosité des élèves et consolider la maîtrise des bases indispensables.

De ce qui précède, il ressort donc que réformer le système éducatif devient indispensable pour adapter l'enseignement aux évolutions du monde moderne et garantir une insertion professionnelle réussie aux jeunes.

En s'inscrivant dans cette logique, celle de promouvoir un système éducatif moderne capable de former des ressources pour relever les défis de développement du pays, les autorités togolaises ne manquent pas d'initiatives. Ces dernières années, de nombreuses réformes sont introduites.

Du renouveau à la rentrée 2026-2027
L'année scolaire 2026-2027 sera celle des grandes innovations avec l'introduction, dans le système éducatif, d'une pléthore de réformes. Des innovations comme

l'introduction des classes de métiers, le déploiement des FabLabs éducatifs pour promouvoir l'enseignement technologique et l'introduction d'une direction des enseignements privés feront leurs preuves.

Les classes de métiers pour professionnaliser l'école

Dispositif éducatif pour initier les élèves à des compétences pratiques, les classes de métiers sont introduites dès la rentrée 2026-2027 pour rapprocher l'école du monde professionnel.

Dans son ensemble, cette nouvelle réforme vient compléter les enseignements classiques donnés aux élèves par des savoirs concrets et des visites d'entreprises. Introduites au cours moyen (CM) et dans les collèges et lycées scientifiques, les classes de métiers viennent changer la donne dans le système éducatif. Il ne sera plus question pour l'élève de finir ses études avant de se familiariser à la vie professionnelle.

L'objectif étant de former des compétences capables de relever les défis de développement du pays, cette réforme se concentre sur les filières scientifiques, technologiques et les besoins de l'économie locale. Des secteurs de l'innovation, de l'agriculture moderne, du bâtiment et de l'artisanat seront mis en valeur à travers cette réforme.

Pour les autorités togolaises, l'objectif est clair : il est question de rapprocher l'éducation du monde professionnel afin d'ériger l'éducation en levier de souveraineté économique. Et ce, en amenant les enfants à découvrir très tôt les réalités des métiers.

Pour y parvenir, les cours traditionnels seront enrichis par une approche axée sur les savoir-faire, à raison de deux heures par semaine. Le programme prévoit des interventions de professionnels locaux et de la diaspora, des visites d'entreprises et l'organisation de semaines scientifiques.

Outre les classes de métiers, le déploiement des FabLabs éducatifs permettra de donner une touche particulière à l'éducation nationale à partir de l'année 2026-2027.

Qu'est-ce que les FabLabs éducatifs ?

Désignant en français un laboratoire de fabrication,



Photo illustrative d'une classe de métier

le FabLab éducatif est un espace d'apprentissage collaboratif. Implanté dans les établissements scolaires, ce laboratoire de fabrication, destiné aux élèves, permet de concevoir et de fabriquer des objets concrets à l'aide d'outils numériques.

Inspiré de la culture maker « faites-le vous-même », le principe du FabLab éducatif repose sur l'expérimentation et le « faire » pour donner du sens aux concepts abstraits. En introduisant cette réforme, les autorités éducatives entendent transformer le système éducatif en faisant passer l'élève de la théorie à la pratique. Mieux : le faire passer de simple consommateur de technologie importée à la création de solutions locales.

À travers ces innovations introduites dans le système éducatif, les élèves auront l'opportunité de manipuler et d'expérimenter des domaines comme la robotique, l'impression 3D ou la programmation à partir de leurs cours scientifiques.

Pour ne pas limiter cette innovation éducative aux grandes villes, le

gouvernement, avec l'appui de ses partenaires, prévoit d'implanter ces espaces dans les collèges et lycées scientifiques et les Centres régionaux d'innovations technologiques (CRIT). En s'inscrivant dans cette logique, le Togo a procédé au recrutement et à la formation de 101 Fabmanagers pour ses

autorisations de création, d'ouverture, d'extension ou de fermeture des établissements privés des cycles préscolaire, primaire et secondaire.

Dans sa mission de contrôle administratif et pédagogique, la DEP s'assure de maintenir des standards de qualité

FabLabs scolaires. Une initiative qui démontre l'engagement des autorités à promouvoir une éducation scolaire adaptée aux évolutions du monde.

Les établissements privés en ligne de mire

Conscientes de la contribution des établissements scolaires privés dans la formation des élèves, les autorités togolaises travaillent également à renforcer le contrôle de ces écoles. Il est introduit au sein du ministère de l'Éducation nationale la Direction des enseignements privés (DEP).

Créée en septembre 2026 dans le cadre des réformes du système éducatif pour la rentrée 2026-2027, la DEP a pour rôle de réguler, de contrôler et d'accompagner les établissements scolaires privés. Ce, pour que ces derniers s'inscrivent dans la stratégie globale de l'État en matière d'éducation.

La DEP est chargée de l'application de la réglementation et de l'autorisation d'ouverture des écoles privées. Cette direction est chargée, à compter de l'année scolaire 2026-2027, de délivrer les

équivalents à ceux de l'enseignement public et de contrôler la conformité des programmes scolaires appliqués dans le privé avec les curricula nationaux définis par l'État.

Pour ce faire, elle est tenue de procéder à l'évaluation et à l'audit des établissements privés pour maintenir la qualité de l'enseignement. Au niveau des subventions et de la gestion de l'appui de l'État, la DEP gère l'instruction et la répartition des subventions publiques. Aussi se charge-t-elle de suivre les relations de Partenariat Public-Privé (PPP) pour améliorer la couverture éducative du pays.

Pour rendre l'éducation scolaire plus performante, la DEP a également reçu pour mission de compiler les statistiques (effectifs d'élèves, nombre d'enseignants) pour alimenter la planification de la carte scolaire nationale. Elle veille aussi au respect des droits des élèves et sert de pont de médiation institutionnelle entre les promoteurs d'écoles privées, les syndicats d'enseignants du privé et l'État. Son opérationnalisation pour l'année scolaire 2026-

2027 constitue donc une avancée vers une éducation inclusive et performante.

Mais au-delà des réformes susmentionnées, l'année scolaire 2026-2027 verra le renforcement d'autres réformes déjà implémentées dans le système éducatif. C'est le cas des réformes visant à généraliser l'enseignement de l'anglais au cours primaire, à poursuivre l'enseignement selon l'Approche par compétence (APC), à poursuivre les efforts visant la promotion du genre et surtout à favoriser l'accès aux écoles des élèves.

Maintenir le cap des réformes

Au-delà de l'accès aux écoles et des stratégies pour y maintenir les élèves, la question de la qualité de l'enseignement est sur la table. Les réformes curriculaires, le renforcement de la formation initiale et continue des enseignants, ainsi que l'introduction progressive des outils numériques témoignent tous d'une volonté d'adapter le système éducatif aux exigences contemporaines.

L'Éducation nationale est ainsi pensée comme un espace d'innovation, capable de préparer les apprenants aux réalités du monde moderne.

L'engagement du gouvernement à promouvoir des réformes dans le système éducatif s'exprime également à travers l'attention portée à l'équité. Des politiques ciblées encouragent la scolarisation des jeunes filles, l'inclusion des enfants issus de milieux défavorisés ou des petits souffrant de handicaps et la prise en compte des besoins spécifiques. Cette approche inclusive réduit les inégalités éducatives.

Des stratégies pour redonner goût à l'école

Pour le gouvernement, arrimer le système éducatif aux besoins socioéconomiques du marché est une priorité. En se positionnant pour des opportunités d'emploi durable, le gouvernement entend réduire le taux de chômage et améliorer la qualité de vie de la

population, en particulier des femmes et des jeunes.

Dans cette démarche, l'une des premières stratégies du gouvernement est de travailler à éliminer l'inadéquation entre la formation et l'emploi. Ainsi, ces dernières années, plusieurs réformes sont introduites dans le système scolaire pour adapter la formation au marché de l'emploi. Ces réformes visent à améliorer l'employabilité des jeunes en les formant à des métiers porteurs et en renforçant leur insertion professionnelle. C'est ainsi que la formation professionnelle se voit renforcée avec l'introduction des instituts de formation en alternance pour le développement (IFAD). À l'année scolaire 2026-2027, ces réformes se poursuivront de plus belle.

Le ministère de l'Education nationale entend poursuivre ces efforts sur l'opérationnalisation du décret sur les passerelles entre enseignement général et professionnel pour favoriser l'emploi des jeunes et mettre en œuvre 3 stratégies nationales adoptées que sont : éducation préscolaire, éducation inclusive et enseignement technique, et formation professionnelle.

Toutes ces réformes vont être suivies de projets, notamment celui de la réhabilitation et du renouvellement des équipements techniques des établissements (par exemple, le lycée technique d'Adidogomé) ; de la réhabilitation de salles de classe et de l'acquisition de tables-bancs...

Des réformes majeures, comme la récente généralisation de l'enseignement de l'anglais dès le primaire et le renforcement de l'encadrement pédagogique, font aussi leurs preuves.

Des formations de courte durée pour promouvoir l'emploi

La question de l'emploi des jeunes impose son rythme aux politiques publiques, obligeant à penser des réponses à la fois rapides, efficaces et adaptées aux réalités du terrain. Dans



Le président du Conseil saluant les élèves

cette recherche d'équilibre entre urgence et pertinence, les formations de courte durée, connues sous l'appellation FCD, s'affirment progressivement comme une solution crédible, portée par une ambition simple mais exigeante : celle de former utilement en peu de temps et de permettre une insertion presque immédiate.

Elles sont conçues dans le cadre de la Feuille de route gouvernementale. Dans le même élan, les réformes engagées ces dernières années pour rapprocher le système éducatif du monde professionnel trouvent ici une traduction concrète. Le décret du 14 octobre 2025 vient consolider cette orientation en facilitant les passerelles entre les différents parcours,

et parfois éloignés des attentes du marché, les FCD privilégient une approche resserrée, centrée sur l'essentiel. En 2026, cette approche sera davantage renforcée.

En l'espace de 2 à 6 mois, les bénéficiaires des FCD bénéficient des compétences directement mobilisables, grâce à des formations dispensées aussi bien en entreprise que dans des centres spécialisés, où la pratique occupe une place centrale. Ce choix pédagogique répond à une logique d'efficacité, en orientant les jeunes vers des secteurs où les besoins sont clairement identifiés. L'agriculture, le maraîchage, l'élevage, la pisciculture, la transformation agroalimentaire, mais aussi

compétences acquises et les réalités économiques. Ces initiatives novatrices ont donc pour objectif d'accroître l'employabilité des jeunes formés et trouver des compétences adéquates pour relever les défis de développement du pays.

Mais en dépit des efforts, les réformes dans le système scolaire restent confrontées à des défis. Ces derniers concernent les ressources financières, humaines et matérielles pour l'implémentation de ces réformes.

L'adéquation entre la formation et le marché du travail et l'amélioration des conditions d'apprentissage et de formation des enseignants nécessitent également une attention



Le président du Conseil remettant des kits scolaires aux élèves

permettant aux jeunes de construire des trajectoires plus souples et plus cohérentes.

Apprendre vite pour répondre à des besoins réels

À la différence des parcours classiques, souvent longs

l'artisanat et les services constituent autant de domaines dans lesquels les opportunités existent et peuvent être rapidement saisies. Ainsi, plutôt que de multiplier les formations sans débouchés, le dispositif fait le pari d'une adéquation fine entre les

particulière. Et c'est pour relever les difficultés qui s'imposent que le gouvernement ne cesse d'implémenter de nouvelles réformes et de renforcer les partenariats dans l'atteinte des objectifs.

Caleb Akponou

Tâches ménagères

Quelle place pour les garçons au sein du foyer ?

Longtemps associées aux filles, les tâches ménagères concernent pourtant tous les membres de la famille. Cuisine, vaisselle, nettoyage, lessive ou rangement : de plus en plus de garçons sont appelés à participer à la vie quotidienne du foyer. Entre éducation familiale, habitudes et évolution des mentalités, quelle place occupent réellement les garçons dans l'exécution des tâches ménagères ?

Dans de nombreuses familles, les tâches domestiques restent encore réparties selon le sexe. Les filles sont souvent chargées de la cuisine, de la vaisselle, de la lessive ou du rangement, tandis que les garçons sont davantage sollicités pour les travaux physiques ou certaines activités à l'extérieur de la maison. Pourtant, les garçons vivent eux aussi au sein du foyer et bénéficient de son organisation quotidienne. Leur participation à l'entretien de la maison apparaît donc comme une responsabilité partagée. Khaled Ewetola, jeune marié, témoigne : « Chez moi, je participe aux tâches ménagères, même si ce n'est

pas toujours régulier. J'ai été habitué dès mon plus jeune âge à participer aux travaux domestiques. Dans ma famille, les tâches étaient réparties entre les filles et les garçons, même si ce n'était pas toujours équitable. Pour certains travaux qui nécessitent plus de force, c'est moi qui m'en chargeais. Je pense que tout dépend de l'éducation reçue. Pour moi, en tant qu'homme, je me dois aussi de participer. »

Apprendre aux garçons à participer
Pour certains jeunes, participer aux tâches ménagères ne devrait rien avoir d'exceptionnel. Il s'agit avant tout de contribuer à la vie du foyer et d'apprendre à prendre soin de son environnement. Jamal Traoré, jeune étudiant, partage cette conception : « Je ne vois pas pourquoi un garçon ne pourrait pas faire la cuisine ou laver ses vêtements. Quand je suis à la maison et que mes parents ont besoin d'aide, je participe. Cela me permet aussi de savoir me débrouiller seul. » Au-delà de l'aide apportée aux parents, cette participation permet aux garçons d'acquérir des compétences pratiques.

Savoir cuisiner, faire sa lessive ou entretenir son espace de vie peut ainsi contribuer à leur autonomie.

L'éducation familiale au cœur du changement
La place accordée aux garçons dans les travaux domestiques dépend en grande partie de l'éducation reçue à la maison. Certains parents choisissent de les impliquer dès leur enfance afin de leur apprendre progressivement à prendre soin du foyer. La mère de Haïrat partage cette vision : « J'apprends à mes garçons à participer parce qu'ils doivent savoir faire les choses eux-mêmes. Je ne veux pas qu'ils grandissent en pensant que la cuisine ou le nettoyage sont uniquement réservés aux filles. » Cette éducation peut également préparer les garçons à leur vie d'adulte. Être capable de cuisiner, de nettoyer ou de laver son linge constitue une forme d'autonomie qui peut leur être utile au quotidien.

Des mentalités qui évoluent progressivement
Même si certaines habitudes restent profondément ancrées, la perception des

tâches ménagères évolue dans certaines familles. Les garçons sont davantage encouragés à participer aux différentes activités du foyer. Pour Bilkis Bafidjeh, jeune styliste, cette participation est importante : « Je trouve que les garçons doivent participer. Quand une fille fait la vaisselle, la cuisine et nettoie pendant que son frère ne fait rien, cela crée une certaine injustice. Chacun peut faire quelque chose à la maison. » L'objectif n'est pas nécessairement que les garçons et filles réalisent exactement les mêmes tâches, mais plutôt que les responsabilités soient réparties de manière équilibrée.

Une participation encore à renforcer
Malgré cette évolution, la participation des garçons reste parfois occasionnelle. Certains interviennent surtout lorsque leurs parents le leur demandent ou lorsqu'une tâche nécessite un effort physique. Or, les travaux domestiques ne se limitent pas au nettoyage de la cour ou au déplacement d'objets lourds. Préparer un repas, laver la vaisselle,

faire la lessive ou ranger une pièce sont également des responsabilités auxquelles les garçons peuvent prendre part.

La maison, une responsabilité collective
La question de la participation des garçons aux tâches ménagères dépasse donc la simple aide apportée aux parents. Elle touche à l'éducation, à l'autonomie et aux habitudes que chacun peut développer dès son enfance. Faire participer un garçon aux tâches domestiques peut l'aider à comprendre que l'entretien du foyer est une responsabilité collective. Une fois adulte, il sera ainsi mieux préparé à prendre en charge les différentes tâches de son quotidien. Au sein d'une famille, chacun peut contribuer à la vie du foyer, indépendamment de son sexe. Si les habitudes évoluent progressivement, l'enjeu reste de faire comprendre que cuisiner, nettoyer, ranger ou faire la lessive ne sont pas des activités réservées aux filles. Les tâches ménagères sont avant tout une responsabilité partagée.

Firdaws Siba, Stagiaire

Blagues

"Un Vieux m'a demandé de vendre son coq pour lui à 1500f. J'ai pu vendre le coq à 3000f et je suis revenu dire au vieux que j'ai vendu le coq à 1250f . Le vieux m'a donné les 250f et commence à me bénir. "" tout ce que tu m'as fait, Dieu va te rembourser au centuple, même tes enfants et petits enfants vont récolter le fruits de tes actes. Dans toute ta vie tu rencontrera des gens qui vont t'aider de la même manière que tu viens de le faire. Les mots me manquent mais c'est Dieu seul qui pourra te payer. ""

Je lui ai remis ses 250f plus les 1500f que j'avais prélever. A cause de tes miettes tu veux maudire toute ma famille ?? Un vieux sorcier comme ça!

Mon frère si tu es heureux avec une seule femme imagine si tu en as 5. Lève toi et va compléter ton bonheur. N'écoute pas les gens...

Svp dites moi: est ce qu'un gaucher peut étudier le droit à l'Université

HUMOUR

Mari: Mon bébé, c'est comme si l'ampoule des toilettes est maintenant automatique hein
Femme: Que s'est-il passé mon amour ?
Mari: lorsque j'ouvre la porte pour uriner, l'ampoule s'allume seul. Après avoir uriné et refermé la porte, l'ampoule s'éteint seule!!
Femme: wandaful!!!
T'as encore bu cheri

Tu es parti uriner dans le frigo !

Quelques ambassades et consulats

Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70

Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32

Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40

Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94

Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43

Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25

Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56

Union Européenne; Tél: 22 53 60 00

Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23

Consulat de France; Tél: 22 23 46 40

Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60

Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30

Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25

Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63

Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58

Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35

Consulat du Burkina Faso. Tel: 22 26 66 00

Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31

Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80

Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11

RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses à Lomé

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com
Larry Event Day (LED)
Une agence évènementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel; Communication, Location d'espaces, Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE: (Atikoumé; juste à côté de l'UTB

RAMCO: (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)

LE CHAMPION SUPER MARCHE: (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR: (Juste en face du Super Marche Le Champion)

MARCHE DE GOVI SCORE: (Juste en face du Super Marché RAMCO)

PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA: (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919

COURS DE CAPOEIRA : Salle GYM TONIC.
Tél : 90 79 79 90

COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30

COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75

CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél : 90 15 39 87

SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)
Tél : 22 40 04 99

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoè, 1578 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51

EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)

FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage)
Tél: 22 21 24 96

TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68

SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20

TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11

TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77

CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37

CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77

CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01

CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68

HORLOGE PARLANTE; Tél: 116

CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

RESTAURANT LE TABLIER (Qtier Cacavéli, Bd de la Kara, 2è ruelle à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona)
Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30

HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63

LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS : HOTEL RESIDENCE « LES ANGES»
Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30

BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72

GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél : 90 04 76 60

GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél : 22 35 18 28

GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél : 22 71 49 70

Togo

La Cour constitutionnelle poursuit sa tournée de sensibilisation dans les régions

La Cour constitutionnelle reprend le chemin des régions. Après une première édition organisée en 2025 à Dapaong et à Kara, l'institution a lancé, le lundi 7 septembre à Sokodé, la deuxième édition des « Entretiens de la Cour constitutionnelle ». Cette tournée vise à renforcer les échanges avec les groupes socio-professionnels et à rapprocher davantage la justice constitutionnelle des citoyens.

Dans la préfecture de Tchaoudjo, les participants ont été sensibilisés au fonctionnement de la Cour, à ses compétences ainsi qu'aux différentes voies permettant de la saisir. Les échanges ont notamment porté sur les recours susceptibles d'être introduits devant l'institution

et sur l'utilisation de la Constitution dans la défense des droits et libertés. Présent à cette rencontre,



le président de la Cour constitutionnelle, le professeur Djobo-Babakane Coulibaley, a rappelé les missions de l'institution et les principales étapes de sa création. Il a également expliqué sa place dans l'architecture de l'État,

notamment son rôle dans le contrôle des normes constitutionnelles. « La Cour juge les lois et non les

personnes », a-t-il souligné. Créée en 1997, la Cour constitutionnelle est la plus haute juridiction en matière constitutionnelle et électorale. Elle contrôle la conformité des lois à la Constitution, veille à la régularité des référendums et des élections législatives et

sénatoriales, puis proclame les résultats définitifs. Elle contribue également à la protection des droits fondamentaux et libertés publiques et intervient dans le règlement de certains conflits entre institutions. À Sokodé, les communications ont été suivies de questions et de débats. Le préfet de Tchaoudjo, Tchimbiana Yendoukoa Douti, qui exerce les fonctions de gouverneur de la région, a salué l'initiative. Il a plaidé pour une organisation périodique de ces rencontres, estimant qu'elles peuvent contribuer au renforcement de la culture juridique citoyenne et à une meilleure appropriation de la Constitution par les populations. Une démarche fondée sur le dialogue pour renforcer

la compréhension du droit constitutionnel. Après Sokodé, la délégation de la Cour constitutionnelle poursuivra sa tournée à Atakpamé, le 9 septembre, puis à Tsévié, le 11 septembre. Cette deuxième édition s'inscrit ainsi dans la continuité d'une démarche destinée à mieux faire connaître le rôle de l'institution, ses attributions et les voies de recours ouvertes aux citoyens.

À travers ces échanges, la Cour entend surtout rendre la justice constitutionnelle plus accessible, en permettant aux citoyens et acteurs socio-professionnels de mieux comprendre les mécanismes qui encadrent la protection des droits et libertés dans le pays.

La Rédaction

Coopération policière internationale

Les mécanismes et les résultats obtenus par la police togolaise

La Journée internationale de la coopération policière des Nations unies a été célébrée au Togo autour du thème : « Protéger les personnes vulnérables, renforcer la confiance et la légitimité de l'action policière ». À cette occasion, le Bureau central national (BCN) Interpol-Lomé a organisé une conférence de presse à la salle de conférence de la Police nationale, afin de mieux faire connaître les mécanismes de la coopération policière internationale et les résultats obtenus grâce à cette collaboration.

Face à une criminalité qui ignore de plus en plus les frontières, la coopération entre les services de sécurité apparaît comme une nécessité. Traite des personnes, trafic de migrants, cybercriminalité, escroquerie, faux documents ou encore véhicules volés : les réseaux criminels disposent aujourd'hui de moyens leur permettant d'agir simultanément dans plusieurs pays. Dans ce contexte, le BCN-Interpol Lomé joue un rôle essentiel de liaison entre la Police nationale togolaise et les services de police étrangers.

Grâce au réseau sécurisé d'Interpol, les informations peuvent être échangées rapidement entre les différents pays membres. Cette collaboration facilite notamment la recherche de personnes recherchées, l'identification des suspects, le partage de renseignements criminels et la coordination des

enquêtes transfrontalières.

Des résultats satisfaisants

Au Togo, plusieurs opérations internationales ont déjà produit des résultats concrets. L'un des exemples les plus significatifs concerne la lutte contre la traite des personnes. Dans le cadre de l'opération internationale Weka II, une adolescente burkinabè de 17 ans, victime présumée de traite, avait été retrouvée au Togo. Localisée grâce aux informations échangées entre les services des deux pays, elle a été secourue par la Police togolaise avant d'être reconduite au Burkina Faso pour retrouver sa famille. La même opération, menée dans 44 pays sous la coordination d'Interpol, avait permis de secourir près de 700 victimes de traite des êtres humains et de procéder à environ 300 arrestations. Au Togo, elle avait également conduit à l'arrestation d'un trafiquant présumé impliqué dans un réseau faisant passer clandestinement des victimes à travers plusieurs frontières avant leur acheminement vers le Koweït.

Plus récemment, la coopération internationale s'est également révélée déterminante dans la lutte contre la cybercriminalité. Dans le cadre de l'opération Synergia III, menée avec la participation de 72 pays et territoires, plus de 45 000 adresses IP et serveurs malveillants ont été neutralisés et 94 suspects arrêtés. Au Togo, l'opération a notamment permis

l'arrestation de 10 personnes soupçonnées d'appartenir à un réseau de fraude en ligne. Le groupe ciblait notamment des comptes sur les réseaux sociaux et recourait à des techniques d'ingénierie sociale, notamment les escroqueries sentimentales et la sextorsion.

Ces résultats montrent que la coopération policière internationale ne constitue



Photo de famille du Bureau central national Interpol-Lomé, des hauts gradés de la Police et des représentants du ministère de la Sécurité

pas seulement un mécanisme d'échange administratif. Elle permet de transformer des renseignements recueillis dans un pays en actions concrètes dans un autre.

À l'échelle africaine, les résultats sont également significatifs. L'opération Flash-WEKA, coordonnée par Interpol et Afripol, a notamment permis l'arrestation de plus de 1 000 personnes et le sauvetage de centaines de victimes de traite des êtres humains. Dans le domaine de la cybercriminalité, l'opération Serengeti 2025 a conduit

au démantèlement de plus de 11 000 infrastructures malveillantes et à l'arrestation de plus de 1 200 suspects à travers le continent.

Pour renforcer davantage cette capacité d'action, le Togo s'est doté en 2024 d'une Unité d'analyse du renseignement criminel, mise en place avec l'appui d'Interpol et de partenaires internationaux. Cette structure doit permettre

la légitimité des forces de sécurité.

C'est également pourquoi le BCN-Interpol Lomé entend faire des médias de véritables partenaires. En expliquant les mécanismes de la coopération policière et en vulgarisant ses résultats, les journalistes peuvent contribuer à rapprocher les institutions de sécurité des citoyens.

de mieux exploiter les données policières, d'établir des connexions entre différentes affaires et d'identifier les réseaux criminels opérant au-delà des frontières.

Mais au-delà des arrestations et des démantèlements de réseaux, le thème de la Journée 2026 met l'accent sur une dimension essentielle : la confiance entre la police et la population. La protection des personnes vulnérables, le respect des droits et la transparence de l'action policière constituent des éléments indispensables à

La coopération policière internationale apparaît ainsi comme un véritable outil de protection. Lorsqu'une victime est retrouvée, et qu'un trafiquant est arrêté ou qu'un réseau criminel est démantelé grâce à des informations échangées entre plusieurs pays, c'est la sécurité collective qui progresse. Pour le Togo comme pour l'Afrique, l'enjeu est désormais de consolider cette dynamique tout en plaçant la protection des citoyens et la confiance au cœur de l'action policière.

La rédaction

Horloges épigénétiques

L'alcool accélère le vieillissement, entraînant un déclin physique rapide

Arrêter de boire de l'alcool peut vous faire gagner des années de vie en ralentissant le processus de vieillissement.

Arrêter de boire de l'alcool ne fera pas disparaître le temps et ne vous rajeunira pas. En effet, il ne s'agit pas ici du temps calendaire, mais du temps biologique. Autrement dit, ce n'est pas le nombre de fois où la terre a fait le tour du soleil qui compte, mais plutôt l'usure que subit votre corps au fil des années.

L'idée est que la vie, avec son lot de stress, de fêtes, d'exercice, de sodas, de chips, de télévision, de vacances et de gâteaux, a des conséquences sur l'organisme. Les habitudes laissent leur empreinte et l'on vieillit.

Mais si certaines personnes restent jeunes et en bonne santé pendant des années, d'autres sont rapidement confrontées au vieillissement cutané, au déclin cognitif et aux maladies liées à l'âge. C'est ce qu'on appelle le vieillissement biologique.

« Vous avez peut-être 35 ans selon votre date de naissance, mais si vous avez mené une vie saine, votre âge biologique peut être inférieur. À l'inverse, si vous avez beaucoup fumé et mal consommé des aliments déséquilibrés, votre âge biologique peut correspondre à 40 ans ». Les scientifiques disposent de divers outils pour estimer notre âge biologique et ont constaté que les personnes qui consomment de l'alcool en excès paraissent plus âgées que les autres personnes du même âge.

L'une des méthodes utilisées par les scientifiques pour mesurer l'âge biologique et étudier son lien avec la consommation d'alcool consiste à analyser les télomères.

« Les télomères sont les extrémités de nos chromosomes. Nos gènes, ou ADN, sont organisés en chromosomes, et lors de la division cellulaire, ces chromosomes sont dupliqués. Cependant, cette duplication n'est pas toujours complète aux extrémités des télomères ».

« Ainsi, avec le temps, ces

télomères raccourcissent ». Lorsque les télomères deviennent trop courts, les cellules meurent. Cela signifie que les scientifiques peuvent mesurer la longueur des télomères d'une personne pour déterminer le nombre



Cette personne consomme de l'alcool (Image trouvée sur internet)

de divisions cellulaires et ainsi estimer son âge biologique ».

Les scientifiques ne savent pas encore précisément pourquoi l'alcool affecte nos télomères, mais l'on sait déjà que l'alcool endommage l'ADN en supprimant, en cassant et en réorganisant certaines parties. Il est donc fort probable que le mécanisme impliqué soit le même.

Les télomères ne sont pas la seule méthode utilisée par les scientifiques pour mesurer l'âge biologique. Ils peuvent également utiliser ce qu'on appelle des horloges épigénétiques.

Considérez vos gènes ou votre ADN comme un livre de recettes. Un tout nouveau livre de cuisine est toujours en parfait état, sans aucune marque, mais si vous êtes un cuisinier sérieux, vous pouvez choisir d'écrire des notes à côté des recettes que vous avez préparées, ou de mettre des autocollants et des marque-pages, pour faciliter les choses la prochaine fois que vous aurez besoin de préparer le dîner.

La situation est quelque peu similaire à ce qui arrive à votre ADN au fil du temps. Votre corps ajoute de petits marqueurs chimiques appelés « groupes méthyles » pour modifier les gènes utilisés par vos cellules, un processus connu sous le nom de "méthylation". À mesure que nous vieillissons, la disposition de ces marqueurs change progressivement, dans un processus appelé « dérivation épigénétique ».

Par exemple, on peut

voir un livre de recettes rempli de dessins et de notes insérées dedans, et conclure qu'il a été beaucoup utilisé. De même, les scientifiques peuvent examiner ces modèles de méthylation pour estimer l'âge d'une personne, en

fonction des gènes activés ou désactivés.

Il existe diverses méthodes que les scientifiques peuvent utiliser pour expliquer ces tendances. Celles-ci sont appelées horloges épigénétiques, et les plus courantes sont PhenoAge et GrimAge.

À la suite de certaines études, les scientifiques ont constaté que pour chaque verre d'alcool bu par un participant d'âge moyen ou plus âgé au cours d'une journée, sept à neuf mois supplémentaires en moyenne étaient ajoutés à son âge biologique.

Cet effet du vieillissement était encore plus important si les participants buvaient des spiritueux comme du whisky ou de la vodka plutôt que de la bière ou du vin.

L'alcool et le cerveau

Des études ont montré qu'une forte consommation d'alcool est liée à un risque accru de démence liée à l'âge. Avec l'âge, beaucoup d'entre nous souffrent de déclin cognitif, un phénomène caractérisé par un ralentissement des activités cérébrales et pouvant entraîner des maladies neurodégénératives telles que des pertes de mémoire et des troubles cognitifs.

Dans une étude récente menée auprès de plus d'un demi-million d'adultes aux États-Unis et au Royaume-Uni, l'on a constaté que les personnes ayant déclaré une forte consommation d'alcool pendant plusieurs années présentaient un risque plus élevé de

développer une démence.

Cette étude fait suite à une autre, publiée par la même équipe en 2017, qui avait mis en évidence un lien entre la consommation d'alcool et le risque de démence chez 550 adultes. Dans cette étude, aucun participant n'était un grand consommateur d'alcool. L'on qualifie l'étude de 2017 de « meilleure preuve scientifique à ce jour d'un vieillissement accéléré » lié à l'alcool.

« L'alcool est la drogue la plus fortement associée à l'atrophie cérébrale. Seules les personnes atteintes des stades les plus sévères de dépendance à l'alcool présentent des lésions cérébrales détectables ».

En effet, les IRM cérébrales de personnes souffrant de troubles sévères liés à l'alcool sont identiques à celles de personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer, « car leur cerveau est en train de mourir ».

Plusieurs raisons expliquent ce phénomène. Nutt explique que l'alcool est une toxine, capable de détruire directement les cellules et d'endommager leur ADN, ce qui raccourcit les télomères et augmente le risque de cancer.

L'alcool provoque également une inflammation dans l'organisme, un état qui entraîne une usure prématurée des tissus. Un niveau élevé d'inflammation cérébrale est considéré comme un facteur de risque majeur de démence. De plus, le corps transforme l'alcool en une substance chimique appelée acétaldéhyde qui « transforme votre cerveau en une sorte de glu, comme conservé dans du vinaigre, et elle a le même effet sur votre foie et votre cœur ». L'acétaldéhyde ne contient qu'un seul atome de carbone, contrairement au formaldéhyde, une substance chimique utilisée pour la conservation des cadavres.

« L'acétaldéhyde vous conserve donc avant même votre mort. Ce qu'il vaut mieux éviter », car cette substance chimique provoque l'agglomération des protéines cérébrales. Enfin, la consommation d'alcool peut entraîner une hypertension artérielle,

ce qui augmente le risque d'infarctus, de maladies cardiovasculaires et d'une forme de démence liée à des problèmes vasculaires.

Des effets qui déclenchent d'autres choses

L'alcool peut accélérer notre vieillissement biologique et le déclin des fonctions cérébrales lié à l'âge, mais ce n'est pas tout. Il peut également affecter d'autres facteurs qui influencent notre âge biologique et notre espérance de vie.

« Réduire sa consommation d'alcool améliore la qualité du sommeil, le niveau d'énergie, l'acuité mentale et l'humeur », ce qui peut contribuer à « jeter les bases de bonnes habitudes, comme l'exercice physique et une alimentation saine, susceptibles d'allonger notre espérance de vie ».

Tous ces facteurs sont importants pour notre longévité, et c'est la principale raison pour laquelle la consommation d'alcool est directement liée à l'espérance de vie. Alors, quelle quantité d'alcool peut-on consommer sans risque pour la santé ? La réponse est simple : il n'y en a pas. Du moins, c'est ce que pensent les spécialistes.

« C'est très difficile à prouver, mais j'en suis arrivé à la conclusion qu'il n'existe pas de seuil de consommation d'alcool sans risque ». « Cela signifie que tout dépend du niveau de risque que vous êtes prêt à accepter pour obtenir le plaisir procuré par l'alcool. Si vous voulez éviter tout risque lié à l'alcool, alors ne buvez pas ».

Certains scientifiques ne partagent pas cet avis mais affirment : « Moins on boit, plus on vit longtemps ». Cependant, plus on boit, plus les risques sont importants ; boire avec modération est donc « relativement sûr ». L'on recommande de ne pas consommer plus de deux verres d'alcool par jour pour les hommes et un verre par jour pour les femmes.

**Edem Dadzie
Expert : Dr Jeevan
Fernando, médecin
et cofondateur de
l'association caritative
Alcohol Change UK**

Mobile money au Togo Suite de la page 5

Le coût des retraits questionne la promesse de l'inclusion financière

...services reste confronté au coût des opérations, notamment des retraits. Eméfa reconnaît pourtant l'utilité du service. « Mes enfants en ville m'envoient régulièrement de l'argent. Avant, il fallait donner cet argent à un chauffeur de taxi pour qu'il me

retire environ 50 000 francs par semaine, en trois ou quatre opérations. Il lui arrive de renoncer à un retrait en raison des frais. Au-delà de 50 000 francs, elle les trouve « exagérés » et estime qu'un retrait de 10 000 francs devrait plutôt coûter 100 francs.

Tous les utilisateurs ne ressentent toutefois pas ces frais avec la même intensité. Charlie, agent public, retire jusqu'à 150 000 francs par semaine. Pour lui, les frais de retrait restent relativement marginaux par rapport à son budget, même s'il les juge élevés au-delà de 50 000 francs.

circulation numérique de l'argent, mais peut aussi favoriser le retour au cash lorsque l'utilisateur souhaite disposer de ses fonds.

Le pasteur Edoh Komi, président du Mouvement Martin

francs reste comparable à ce qui est observé dans plusieurs pays de la sous-région. Pour lui, l'enjeu est surtout de maintenir l'argent dans le circuit numérique en développant les paiements directs par téléphone.



l'apporte. Mais maintenant, en quelques secondes, je peux récupérer cet argent. Même si je n'aime pas les frais de retrait, je reconnais que c'est très utile », explique-t-elle.

Des frais qui pèsent sur les revenus modestes

Pour mesurer concrètement cette charge, il faut regarder les grilles tarifaires des deux principaux opérateurs de mobile money au Togo. Pour un retrait de 10 000 francs CFA, 280 francs sont prélevés chez Moov Money contre 300 francs chez Mixx by Yas. Le coût représente donc respectivement 2,8 % et 3 % du montant retiré.

Ce taux effectif permet de mieux mesurer le poids réel du tarif, quel que soit le montant de l'opération. Pour les utilisateurs qui effectuent plusieurs petites transactions, la facture peut rapidement devenir significative.

Ahoéfa, commerçante au grand marché de Lomé,

Chimène, qui vend des vêtements de friperie, a adopté une autre stratégie : lorsque la somme à retirer augmente, elle préfère multiplier les opérations afin de limiter, selon elle, le poids des frais.

Elisée, responsable administrative, dit privilégier plusieurs retraits pour réduire les coûts. Augustin, communicant, préfère parfois laisser l'argent sur son compte ou revenir au paiement en espèces lorsque les frais lui semblent trop élevés.

Pour John, conducteur de taxi-moto engagé dans le système « work and pay », la question est encore plus sensible. Les frais liés aux transferts ou aux retraits peuvent l'amener à attendre avant de verser l'argent à son employeur. Il raconte même avoir déjà perdu la somme qu'il devait remettre, faute de pouvoir supporter à la fois le montant dû et les frais.

Un poids différent selon les revenus

Ani, commerçante à Zanguéra, affirme également ne pas en ressentir fortement l'impact. Une différence qui rappelle une réalité économique : un même tarif ne pèse pas de la même manière selon le revenu, le montant retiré et la fréquence des opérations.

Dans les kiosques, les plaintes sont également perceptibles. Edem, gestionnaire de points Moov Money et Mixx by Yas, affirme que certains clients renoncent à leurs opérations ou fractionnent leurs retraits à cause des frais. Il estime aussi que les commissions perçues ne suffisent pas toujours à couvrir les charges des agents.

La tarification agit ainsi sur toute la chaîne du mobile money, du consommateur au distributeur.

Entre inclusion financière et retour au cash

Pour certains observateurs, le système produit même un effet paradoxal. Des frais élevés sur les petites sommes peuvent pousser les utilisateurs à fractionner leurs opérations ou, tout simplement, à revenir aux espèces.

« Une politique tarifaire qui pousse à contourner le service peut finir par réduire son usage », relève le journaliste économique Khaleb Akponou. Selon lui, le mobile money facilite la



Luther King, organisation de défense des droits des consommateurs, partage ce constat. « Oui, les frais de retrait constituent aujourd'hui un frein réel », affirme-t-il. Pour les populations à faibles revenus, dit-il, chaque franc compte. Il cite notamment les petits commerçants, les conducteurs de taxi-moto et les élèves qui, lorsqu'ils retirent 2 000 ou 5 000 francs, peuvent ressentir fortement une ponction de 100 à 150 francs.

Dr Emmanuel Sogadji, président de la Ligue des consommateurs du Togo, considère également ces frais comme un obstacle à l'inclusion financière. Il plaide pour des mécanismes adaptés aux petits revenus, notamment un palier social, la gratuité des très petits montants et une tarification dégressive. Waly Diouf Diédhiou, Consultant senior en services financiers digitaux chez Amarante Consulting, recommande lui aussi une légère baisse des frais. Il estime toutefois qu'un coût d'environ 3 % sur 10 000

Les grilles tarifaires montrent d'ailleurs que le poids relatif des frais diminue lorsque le montant augmente. Sur 100 000 francs, un prélèvement de 1 000 francs représente 1 %. À 500 000 francs, le taux tombe autour de 0,84 % chez les deux opérateurs. Les petites sommes restent donc proportionnellement les plus pénalisées.

Le débat dépasse ainsi la seule question du montant des commissions. Posséder un compte mobile money ne garantit pas, à lui seul, une véritable inclusion financière. Encore faut-il pouvoir déposer, transférer et surtout retirer son argent à un coût compatible avec ses revenus.

À Danyi Elavanyo comme dans les marchés de Lomé, le défi reste donc entier : faire du téléphone un véritable outil d'accès aux services financiers, sans que le coût du retrait ne pousse l'utilisateur à retourner vers les espèces.

E. A

Advertisement for OTR TVM application. Text: 'En un clic, payez votre TVM par TMoney sur l'application OTR TVM Disponible sur Google Play'. Includes logos for TMoney, OTR, and social media icons. Bottom text: 'FÉDÉRER POUR BÂTIR www.otr.tg'.

PRÊT SCOLAIRE

DES ETUDES FINANCÉES, UN AVENIR SÉCURISÉ



*Offre soumise à conditions

0 TAUX
0%

1^{ER} JUILLET AU 31 OCTOBRE 2026

JUSQU'À 5 FOIS LE SALAIRE NET

SUR 12 MOIS

La Banque Autrement
<https://togo.coris.bank>

